



PRISE DE PAROLE FORCE OUVRIERE MARDI 19 MARS

Chers camarades,

Il y a quelques jours, Bruno Lemaire annonçait qu'il fallait trouver 10 Milliards d'économies supplémentaires pour 2024 sur le dos des services publics et de ses agents et 20 Milliards pour 2025, certains parlent d'un plan de 51 Milliards d'économies d'ici 2027.

Et dans le même temps, 413 Milliards d'euros sont programmés pour le budget militaire d'ici 2030. La semaine dernière, Macron signe un accord avec Zelensky de 3 Milliards d'euros pour 2024 pour armer l'Ukraine qui s'ajoutent aux 3,8 Milliards déjà versés depuis 2022.

Macron n'a rien à faire des vies Ukrainiennes ou Russes, tout comme il n'a rien à faire des milliers de vies humaines Palestiniennes. En refusant d'appeler à un cessez-le feu en Palestine, en continuant de livrer des armes au gouvernement de Netanyahu ou en annonçant la possibilité d'envoyer des troupes françaises en Ukraine, il préfère utiliser les drames humains qui se jouent, en ce moment, pour justifier ses politiques d'austérités.

Force Ouvrière le répète, nous sommes opposés à toutes les guerres. Ce sont toujours les travailleurs et leurs familles qui en sont les principales victimes. Comme nous le répétons tous les samedis dans les rassemblements départementaux depuis le 7 octobre, nous exigeons le cessez-le-feu immédiat et définitif en Palestine comme partout dans le monde, l'arrêt des bombardements et du blocus de Gaza, la libération de tous les otages et l'arrêt immédiat des livraisons d'armes.

Toutes les mesures prises ou annoncées ne vont que dans un seul sens : casser les droits et les acquis collectifs, abaisser le coût du travail pour les intérêts des entreprises du CAC40 dont les résultats n'ont jamais été aussi hauts.

Il refuse tout coup de pouce au SMIC, il refuse d'augmenter les salaires dans la fonction publique alors que l'augmentation des prix des produits alimentaires s'élève à 20% sur 2 ans, que l'électricité a augmenté de 10% au 1er février ou que le prix du gaz pourrait augmenter de 5,5% à 10;4% au 1er Juillet.

Il poursuit sa politique de destruction des services publics et des droits sociaux puisque la conséquence des 10 Milliards d'économie, ce sera par exemple :

- Moins 690 Millions d'euros pour l'enseignement scolaire soit l'équivalent de la suppression de 436 écoles ou la non prise en charge de 12 000 enfants en situation de handicap.
- Moins 900 Millions d'euros pour la recherche et l'enseignement supérieur soit l'équivalent de la suppression d'un tiers des cours pour chaque étudiant de licence
- Moins 224 Millions pour les finances publiques
- Moins 308 Millions pour la justice
- Moins 201 Millions pour la culture
- Moins 300 Millions pour l'aide à l'accès au logement
- Moins 3010 Millions pour la solidarité et l'insertion soit l'équivalent d'une baisse de 160 euros pour l'allocation adulte handicapé
- etc, etc ...

Macron et son gouvernement, minoritaire, poursuivent, avec une violence inouïe, de s'en prendre à tout le monde, jeunes, travailleurs, privés d'emploi, seniors, retraités. Ils ont décidé qu'il n'y aurait aucune trêve dans leur guerre contre les peuples et contre les travailleurs.

Alors que faut-il faire ?

Nous nous félicitons que toutes les fédérations de fonctionnaires aient claqué la porte de Guerini à la suite de l'annonce d'une année blanche sur les salaires pour 2024 pour pouvoir avancer sur le salaire au mérite pour dézinguer les grilles salariales, le point d'indice et les statuts.

Nous nous félicitons également des dépôts de préavis de grève de plusieurs fédérations de fonctionnaires, dont la FGF FO, jusqu'au 1er septembre ou de plusieurs syndicats de la RATP, dont le syndicat FO, jusqu'au 8 septembre pendant les jeux olympiques alors que Macron, avec d'autres, appellent à une trêve sociale. Non, face aux coups terribles portés par le gouvernement, nous ne resterons pas l'arme au pied, il n'y aura pas de trêve pour nos revendications.

Pour notre part, à Force Ouvrière, nous estimons que ce n'est malheureusement pas par des journées d'action que nous ferons plier ce gouvernement. C'est pourquoi nous considérons que face au refus du gouvernement d'entendre les revendications légitimes, seule l'action résolue des travailleurs et le blocage par la grève permettra d'obtenir satisfaction.

C'est ce qu'on montre les agriculteurs, puis les contrôleurs de la SNCF. C'est ce que tentent de faire les personnels de l'enseignement opposés au choc des savoirs et aux fermetures de postes et de classes en région parisienne. C'est la discussion que mènent en particulier les personnels des lycées et collèges de Haute-Loire qui étaient réunis en Assemblée Générale ce matin.

Ils ont raison cette méthode est la bonne. Discutons, partout, de nos revendications ! Construisons ensemble, dans les réunions, les assemblées générales, le rapport de force pour aller vers la véritable confrontation avec le gouvernement, pour l'augmentation immédiate de 15% de la valeur du point d'indice, pour la revalorisation de toutes les grilles de salaire, pour la défense des services publics et de la sécurité sociale.